21/10/2006
N°1
Mensuel
2,00 €

L'INDIGÈNE
DE LA REPUBLIQUE



LIBAN
UNE RÉSISTANCE ÉXEMPLAIRE
P.8

LEUR HISTOIRE EST LA NÔTRE
LE BLACK PANTHER PARTY
P.10

DOSSIER
UN AN AVANT LA PROCHAINE RÉVOLTE DES QUARTIERS POPULAIRES
P.3

EDITORIAL

Exister, c'est exister politiquement

Eloge de l'aventurisme (petit-bourgeois)

Sadri Khiari

Les journaux bien comme il faut, vraiment " pro ", ne paraissent qu'après avoir fait deux, trois ou quatre " numéro zéro ". Ils ne paraissent publiquement que lorsqu'ils sont au point. Nous, notre numéro zéro est aussi notre numéro 1. Il est donc loin, très loin, d'être parfait, et nous en constaterons ensemble les insuffisances. Nous sommes des militants et personne parmi nous n'a d'expérience réelle de communication ou de journalisme ; nous écrivons, ré-écrivons corrigeons les articles nous-mêmes ; nous illustrons comme on peut ; nous bricolons pour réaliser une mise en page agréable sur des logiciels dont nous commençons à peine à découvrir toutes les potentialités. Ce journal paraît alors que nous n'avons pas les moyens de le faire paraître. Et pourtant il faut qu'il paraisse ! Ce journal est un bébé prématuré parce que toutes les révolutions sont prématurées. Toute action qui brise l'inertie du présent, qui se projette dans l'avenir, arrive avant l'heure. Seuls les " réalistes " arrivent à l'heure. Mais les " réalistes " sont bien incapables d'introduire des ruptures dans le cours du temps ; ils se prosternent devant la réalité, c'est-à-dire devant les " conditions objectives " qui ne sont que les conditions immuables de l'oppression. Notre dignité n'est pas dans la victoire ; elle est dans le refus de courber la tête face à la réalité. Comme tout combat asymétrique, ce journal sera donc une aventure que nous mènerons avec les moyens du bord. Si, le 25 novembre 1956, Catro et ses compagnons n'avaient pas mis le cap sur Cuba à bord d'un vieux rafiot déglingué, sans vivres, sans eau, sans carburant, ils seraient encore en train de battre les cartes dans une taverne de Tuxpan au Mexique…

Nous ne disons pas cela pour susciter votre indulgence - au contraire, vos critiques seront les bienvenues -, nous voulons simplement attirer votre attention sur ceci : "Exister, écrivait Abdelmalek Sayad, c'est exister politiquement " et exister politiquement, c'est d'abord prendre la parole. L'an passé, les jeunes des quartiers l'ont prise à leur manière ou plutôt de la seule manière qui leur était possible alors que tout est fait pour les exclure de la politique, c'est-à-dire de la citoyenneté. Nous allons tenter ici d'agir avec des mots, des mots et des phrases qui brûlent…

Car, tout, dans cette société, est organisé pour nous empêcher de prendre la parole ; le champ médiatique avec ses " conditions objectives ", ses techniques, ses réseaux, ses normes, nous est inaccessible et doit nous paraître inaccessible pour nous dissuader d'y accéder. Plutôt que d'interdire aux gens de parler, comme dans une vulgaire dictature, la " démocratie avancée " a inventé un autre moyen : nous convaincre que nous n'avons rien à dire ou que nous se saurions pas parler. A fortiori, faire un journal !

Et bien, nous allons quand même le faire ! Bancal aux yeux de certains, indispensable à nos propres yeux !

Lorsque nous avons lancé l'Appel des indigènes en janvier 2005, nous avions l'ambition - déjà énorme - d'impulser un débat. Nous ne pouvions pas garder le silence alors que se multipliaient les discours révisionnistes tendant à relativiser l'ampleur et l'horreur de la déportation des Noirs et de leur mise en esclavage, alors que l'islam, les Arabes et, plus généralement, les habitants des quartiers populaires étaient l'objet d'une vaste campagne de diabolisation. Nous ne pouvions plus nous taire face à la brutalité des mesures sécuritaires destinées à arracher aux immigrés " le droit d'avoir des droits " et à mater leurs enfants, français ou non français. Nous ne pouvions rester sans mots dire (et, pour faire un mauvais jeu de mots, sans maudire…) alors que se préparaient déjà les trois échéances électorales de 2007-2008, présidentielles, législatives et municipales, à l'occasion desquelles on nous montrera une fois de plus comme une " anomalie " dans le paysage français, voire comme un grave péril pour la République " une et indivisible ".

Il nous a donc semblé impératif d'affirmer que nous, descendants d'esclaves, de colonisés, d'immigrés, devions d'abord nous organiser nous-mêmes, agir par nos propres forces et imposer aux débats les termes qui sont les nôtres. Il nous fallait dire la nécessité de débarrasser la France des relations et des logiques héritées de la colonisation qui fondent dans une large mesure le mépris et les discriminations raciales qui pourrissent cette société. La polémique a pris une ampleur qui a dépassé notre attente notamment lorsque la révolte des quartiers populaires a prouvé que nous ne parlions pas en l'air. Mais cette révolte, ainsi que les autres luttes de l'immigration et des enfants de l'immigration, ont confirmé également l'urgence de mettre en lien l'ensemble de ces combats et de construire un grand mouvement politique autonome de tous ceux qui, en France, continuent d'être traités comme des " indigènes " et, en premier lieu, d'être interdits de séjour là où se décident la politique, la culture, l'histoire, du pays où pourtant ils vivent.

On nous accuse, on nous accusera, d'être un ennemi de l'intérieur, la " Cinquième colonne " d'une civilisation barbare pressée d'en finir avec la lumineuse civilisation blanche et chrétienne. Mais, pourquoi se vouloir inoffensifs et rassurant ? Avec les années, nous avons appris que ce n'est pas en nous brossant les dents et en repassant nos chemises que nous paraîtrons plus " blancs ". Face au communautarisme gaulois, nous sommes effectivement la Cinquième colonne de l'universel égalitaire. Appelons un chat, un chat : c'est à Eux de s'intégrer ! ■

L'indigène de la république

est une publication du Mouvement des indigènes de la république.

Directeur de publication : Chater Jamal

Equipe de Redaction : Sadri Khiari, Farid Bennaï, Saïd Bouamama, Christine Delphy, hsissou,

Crédit photographique : Hsissou
Dessins : Hic
Collaborateurs : Fatouche ouassak, Alfred Melanine, Djebar al Izm, Os al Kani, François Burgat

Impression : Imprimerie le Ravin Bleu (7 r Mère Marie Pia 91480 Quincy sous Sénart)

L' indigènes de la république :

Pour nous contacter :
Tel : 06 28 06 60 35
Mail : journalindigene@yahoo.fr
Site : www.indigenes-republique.org

les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Sommaire

Editorial :
Exister, c'est exister politiquement. P.2

Dossier :
Un an avant la prochaine révolte des quartiers populaires. P. 3
Indigènes et sans-culottes.
De la crise au positionnement politique.
Bienvenue en Seine-Saint-Denis. P. 4

Chronique :
Tarik, l'expulsé. P.4

Un disque important :
Casey à choisi de mordre. P. 5

Grand banditisme :
On veut voler la retraite des chibanis ! P.6

La chronique de François Burgat
Les lumières des uns
et la liberté des autres. P. 7

Fahrenheit 451
Au feu.P. 7

Ailleurs
Liban : une résistance exemplaire. P. 8
Les Etats-Unis légalisent la torture. P.9

Histoire
Le Black Panther Party. P.10
Entretien avec Amadou Seydou Traoré, anticolonialiste malien. P.12

Jeux
Le quizz Post-colonial. P.11

Le petit facho de gauche. P.11

Au sommaire du prochain numéro

Une contribution nouvel de Janozc et Syrine sur la lutte pour l'égalité ; *Les femmes, les indigènes…et les autres dans un mouvement d'émancipation* par christine Delphy ; Une critique (dans les règles de l'art) du film " *Indigènes* " ; l*e* compte-rendu du *Parlement de l'anticolonialisme et contre le racisme* ; Ainsi que *la campagne et les exigences du Mouvement des Indigènes* pour les prochaines élections.

UN AN AVANT LA PROCHAINE RÉVOLTE DES QUARTIERS POPULAIRES

INDIGENES ET SANS-CULOTTES

SAID BOUAMAMA

La campagne électorale est lancée et bien entendu l'immigration y a une place qui comme d'habitude n'est ni choisie, ni neutre, ni prometteuse en terme de progrès et d'égalité. Les contours d'un scénario déjà connu se mettent peu à peu en place et reproduisent à l'identique les processus qui ont produit le 21 avril 2002.

A droite Sarkosy a définitivement imposé son populisme sécuritaire visant à séduire les voix d'une extrême droite qui, depuis de nombreuses années, déteint sur l'ensemble des grands partis de notre pays. Les milieux populaires en général, leur composante issue de l'immigration en particulier, sont l'objet de manipulations idéologiques qui visent à les diviser en construisant des boucs émissaires : les sans-papiers pour lesquels il faudrait cesser le laxisme, les " délinquants " pour lesquels il faudrait cesser le laxisme, l'islam pour lequel il faudrait cesser le laxisme, etc. La cible est précise, le résultat est connu, le discours est sans surprise : sus à la racaille ! Nous connaissons dans notre chair l'aboutissement de ce scénario : les " tontons flingueurs " de la police ou de nulle part se sentiront autoriser à traduire ces encouragements en actes et en crimes racistes.

A droite, les opposants à Sarkosy multiplient les effets d'annonces transformant nos revendications en cirques, effets d'annonces et gags politiques. Décernons ici, au nom des indigènes et des sans culottes des temps modernes, la palme au clown de la république, au ministre des gags républicains : Azouz Begag. Alors que le gouvernement auquel il appartient expulse des enfants, matraque les citoyens de Cachan, attaque les peu de droits reconnus aux retraités immigrés, parle de nos enfants en terme de " racailles " et des parents en terme de " polygames ", publie des rapports où nos langues maternelles sont assimilées à des " patois " producteurs de délinquance, évalue la colonisation positivement, etc., notre ministre de " l'élite indigène ", lui, fait des colloques sur la " diversité " sans même songer à relier celle-ci à l'égalité (on signe des chartes de la diversité dans les villes et les entreprises en masquant que le noir ou l'arabe sur la photo est balayeur alors que le blanc est directeur). Begag fait le clown devant des boites de nuit comme si nos revendications se limitaient au droit de danser (et non, monsieur le ministre, nos préoccupations sont en priorité l'emploi, le logements, la formation, les brutalités policières !).

A gauche, le tableau n'est guère plus réjouissant. Y a-t-il un engagement clair à la régularisation globale de tous les sans papiers ? NON ! Trouvons-nous un engagement à accorder le droit de vote aux résidents étrangers comme un des premiers actes du nouveau gouvernement ? NON ! Une volonté de combattre l'islamophobie galopante qui divise les milieux populaires ? NON ! La compréhension de notre révolte en novembre 2005 dans 400 quartiers populaires de France ? NON ! Au contraire, on nous parle d'élargir la loi raciste sur le foulard à l'ensemble des services publiques, d'envoyer l'armée dans les quartiers populaires, de préserver la loi sur l'apprentissage à 14 ans (gageons que l'essentiel de ces enfants au travail seront des noirs et des arabes), etc.

Les initiatives pour une candidature unitaire à la" gauche de la gauche " restent, quant à elles, étrangement silencieuses sur l'immigration comme s'il ne fallait pas poser les questions qui fâchent. En réalité, pour ne pas perdre les nationaux républicains et les chauvino-chevénementistes qui ont appelés à voter " non " au référendum sur l'Europe, on s'apprête à sacrifier une nouvelle fois les populations issues de l'immigration et en conséquence leurs enfants français. Pour que se réalise l'unité de la gauche, il faut que, nous, nous passions à la trappe !

Alors que ce scénario se met en place, les luttes pour la dignité et l'égalité se poursuivent. Lutte des sans papiers qui depuis dix ans montrent leur détermination, mobilisations pour le droit des " chibanis ", première étape d'une prise de conscience des conditions scandaleuses de fin de vie qui sont faites à nos anciennes et à nos anciens des ex-colonies et des DOM-TOM - euphémisme pour désigner les colonies actuelles -, mobilisations pour que soit reconnue l'égalité pour les anciens combattants (les déclarations de Chirac après le succès du film " Indigène " tentent de masquer que les décisions prises ne règlent rien du passif : elles ne concernent pas les ayants droits, d'une part, et elles ne sont pas rétroactives, d'autre part), luttes de soutien à la résistance libanaise (et non pour le mot d'ordre vague de " paix " comme pendant la guerre d'Algérie). Partout, des femmes et des hommes issus de l'immigration mais aussi des Blancs (inutile de préciser que pour nous il s'agit d'un concept politique et non d'une caractéristique biologique) qui refusent de se faire les " complices " d'un tournant réactionnaire de la société française, relèvent la tête et s'emparent de la dignité comme arme de combat.

Oui, nous indigènes de la république, nous sommes fiers de la dignité brandie par Chavez au Venezuela et par les résistants libanais, par les lutteurs de Cachan et les chibanis de Marseille et d'ailleurs, par ceux qui refusent les clowneries Bégagiennes et les charmes d'une beurgeoisie prête à tous les compromis pour manger des petits fours ; par ceux qui s'apprêtent à être présents pour perturber la campagne électorale soporifique qu'ils nous préparent et pour rappeler qu'il existe encore des sans-culottes dans ce pays.

De même que les sans papiers ne retourneront pas à la clandestinité quelque soit les matamores comme Sarkosy, de même que les insurgés de Cachan n'abdiqueront pas quelque soit le nombre de matraques, de même que les résistants au Venezuela comme au Liban ne baisseront pas les bras quelque soit le nombre de bombes ou de menaces, de même nous enfants de la colonisation, partie intégrante du peuple de France, seront présent pour rappeler que les sans-culottes des temps modernes exigent encore et toujours l'égalité.

Nous voulons l'égalité et non l'égalité des chances, l'égalité et non votre diversité inégalitaire, l'égalité réelle et non la compassion, l'égalité concrète et non l'intégration, l'égalité tout de suite et non des promesses pour un futur lointain. Nous savons l'ampleur de la tâche que nous nous sommes fixées. Nous savons aussi que nous n'avons pas le choix. L'alternative est simple et se pose à chacun : soit, nous acceptons d'être " sages " et nous le paierons cher, nous et nos enfants, soit, nous nous battons pour que cessent les inégalités et les discriminations.

Les indigènes ont choisi le combat. Les loups peuvent hurler tant qu'ils veulent, nous continuerons. La conquête de l'égalité sera longue, certes, mais, dans la lutte, chacun d'entre nous et tous collectivement, nous gagnons notre dignité au présent. ■



OPINION

DE LA CRISE AU POSITIONNEMENT POLITIQUE

Abdelatif LAOUFI

Association Génération 2010

Il y a tout juste un an une étincelle a mis le feu aux poudres. Le départ eu pour cause un dérapage meurtrier de… policiers coursant des jeunes.

Trois mineurs innocents, se sentant en danger, se sont réfugiés dans un transformateur. Deux sont morts.

Le lendemain, aggravation du tableau : les policiers tirent une fusée " sans préméditation " dans une mosquée, lieu de culte des " sans lobbies ". Le feu va embraser plusieurs quartiers dans plusieurs villes, des semaines durant. Seules certaines agglomérations comme Marseille vont être épargnées. Les médias exultent, ils ont du pain béni pour pas cher.

Le pouvoir avec la complicité des médias a désigné les coupables dans la précipitation : les étrangers sans papiers, les activistes musulmans, la polygamie, le trafic, les jeunes. L'amalgame de l'explication ethnique prend le pas sur la dimension sociale et économique. Le couvre-feu puis l'état d'urgence sont décrétés … comme en 1955 !

Il y a onze ans, le président de la république s'était donné pour programme la réduction de la fracture sociale. En guise de résultat il y eu la généralisation de la précarité et la mise en évidence, études à l'appui, des discriminations à l'embauche, face au logement etc. Ces raisons ont joué à l'évidence dans les émeutes. Alors pourquoi n'avoir pas intégré dans la

(*suite page 5*)

BIENVENUE EN SEINE-SAINT-DENIS !

Une enquête de Djebar El Izm

Rachid Amghar esquisse une moue d'agacement à l'évocation de la date anniversaire des émeutes de l'hiver 2005. Il redoute plus que tout le retour de ces journalistes qui, selon lui, se sont davantage attachés à montrer le caractère spectaculaire de la violence plutôt qu'à essayer d'en expliquer les causes.

Si Rachid, chauffeur de taxi de 40 ans, est soucieux de l'image que l'on donne de Blanc-Mesnil et de ses habitants, c'est que la ville a été largement surexposée durant ces semaines d'octobre-novembre 2005 : La facture des dégâts s'élève à 7 millions d'euros, à la charge de la municipalité. Une fortune pour une commune déjà exsangue financièrement et disposant de bien maigres rentrées fiscales : 60% de la population est exonéré de la taxe d'habitation en raison de la faiblesse de ses revenus. Un taux de chômage qui atteint les14% et qui culmine parfois au double dans certains quartiers, avec une forte proportion d'allocataires du R.M.I.

Bienvenue en Seine-Saint-denis !



Un département qui a vu tous ses indicateurs sociaux passer au rouge au cours de ces vingt dernières années.

Un an après les révoltes, la plupart des communes du département n'ont pas vu le moindre euros de la part de l'Etat quand, fait remarquer, Claude Dilain, maire de Clichy sous bois, alors que " des stations de ski ont été indemnisées à la même époque en raison du manque de neige… " Hervé Bramy, président du conseil général de Seine-Saint-denis, déplore lui aussi l'absence de réponses apportées aux problèmes qui ont été soulevés, à l'exception de l'enveloppe budgétaire destinées aux associations, qui avait été amputée par le gouvernement Raffarin et ramenée depuis à son niveau initial.

" On a besoin de thérapeutes, pas de flics "

Tandis que l'adjoint au maire pour les questions de sécurité, Serge Gouvernel, se plaint de n'avoir pu obtenir les 30 policiers supplémentaires, prévus dans le cadre du contrat local de sécurité signé par la ville, Rachid Amghar est convaincu que ce ne sont ni les gesticulations sécuritaires d'un Sarkozy ni la multiplication des flics qui amélioreront la vie des habitants de sa ville. Bien d'autres corps de métiers y seraient indispensables. Il rigole : " on a surtout besoin de kinésithérapeutes pour soigner le dos de tous ces gens qui tiennent les murs ".

Une plaisanterie qui fait écho à une réalité statistique beaucoup moins drôle : selon la D.R.E.S.S, institut d'études et de statistiques, le département constitue le secteur le moins médicalisé de la région parisienne avec un nombre de médecins près de deux fois inférieur à la moyenne régionale. " Ici, les gens souffrent, on a besoin de thérapeutes, pas de leur cogner dessus ". Son épouse, Zouina Meddour, dirige un centre socio-culturel, la Maison des tilleuls, situé en plein cœur de la cité des Tilleuls, au nord du Blanc-mesnil. Elle n'aime pas que l'on en parle comme d'un sanctuaire ou d'un havre de paix au milieu d'une citée difficile, expression qui stigmatise et criminalise les habitants du quartier ; elle préfère évoquer " les conditions de vie difficiles faites aux habitants du quartier. "

Malgré ses relations excellentes avec les jeunes du quartier, la maison n'a pas été épargnée par la révolte : un cocktail Molotov à explosé dans le hall d'accueil la nuit du mercredi 16 novembre 2005. Zouina ne s'explique pas pourquoi leur colère s'est tournée vers " la maison " ; pourtant, elle

(*suite page 5*)

LA CHRONIQUE DE TARIK L'EXPULSÉ

Os Al Kani

Les caméras ont débarqué, juste derrière les policiers et les Crs, dans le quartier des Tarterêts. Dans son exil algérois, Tarik de Garges, expulsé de la douce France pour avoir " outragé " et s'être " rebellé " contre un agent de l'ordre public lors d'une interpellation mouvementée, suit sur tous les écrans l'actualité du pays ou il a vécu toute sa vie. Il eut une pensée pour les gosses filmés en plan américain, en contre-plongée, les visages zaama floutés pour apporter l'ingrédient indispensable à la campagne de Sarko. La Peur. Cet ingrédient, les " jeunes " bronzés en sont les principaux pourvoyeurs. La peur, depuis des années, est le combustible auquel les puissances d'argent et les politiques ont décidé de faire penser au pas de l'oie une opinion grégaire. Alors, bien sur, les caméras, ce n'est jamais bon pour les zonards de banlieue. Sur les écrans unanimes, Sarko dispose ses étals sécuritaires pour le grand bazar électoral. Histoire d'être dans l'air du temps vichyste, les socialistes suivent et Ségolène communique à l'américaine. Et on ne perd rien pour attendre... Quand les caméras auront saturé la France d'images de banlieues hostiles avec barbus méphistophéliques saisis sur le vif, les experts-appointés et les sempiternels philosophes nouveaux débarquerons encore pour sonner l'alarme et clamer sur les ondes républicaines que la Civilisation ne cèdera pas à la subversion communautariste ! Mauvais mais habituel, se dit Tarik. Ici dans son nouveau pays ou la vie politique est bâillonnée, Tarik est surpris de l'intérêt des gens pour les prémices de campagne électorale française. Dans le cybercafé beaucoup de gens lisent les journaux français et viennent lui demander son avis d'expert délocalisé. Vieux phénomène de compensation que l'expulsé découvre avec amusement. Hassiba, sa sarcastique voisine le lui avait confirmé : pour la vie politique ici c'est plutôt désespérant mais pour la peur on fait mieux que les blancs. D'ailleurs, lui avait elle fait remarquer que quand " vos " banlieues se calment, c'est Al-Qaida qui reprend le flambeau, comme ça, pas de souci, le trouillomètre fonctionne sans interruption.

Bush n'a accordé que 15 minutes et une photo à Sarkozy. Bénédiction vite expédiée et reconnaissance guère convaincante, alors il faut en rajouter des tonnes. Les télés de la république s'en chargent. Les présentateurs apportent donc leur gracieuse contribution au culte du chefaillon avec le zèle vidéo des caméras embedded en périphérie sauvage où la police républicaine assiégée mène d'âpres combats contre les barbares. Tout le monde s'y met. D'ailleurs même la voix céleste de Sa Sainteté s'est jointe au concert - citation à l'appui - pour vilipender des musulmans cruels et fourbes, qui ne sont pas normaux et qui troublent l'harmonie européenne. C'était l'étrange leçon inaugurale de Ratisbonne d'un Pape embarqué dans les wagons de Bush, le professeur de théologie déraillant sur la violence intrinsèque de l'Islam et sur la paix et l'harmonie purement judéo-chrétiennes. Quelle mouche amnésique a donc piqué Sa Sainteté ? Au sud de la méditerranée, les gens connaissent bien les valeurs très supérieures d'une Europe dont le sol est encore fumant des folies finales dûment adoubées par l'église. Bon, c'est la liberté d'expression parait-il et puis avec ça on peut se faire un nom à moindre prix, il suffit juste de dire que le Coran est un appel au meurtre et que les musulmans sont des fanatiques haineux; Goebbels aussi usait de cette même liberté…dans le pire des cas " philosophique " on déplorera une certaine xénophobie, péché véniel. Tarik regarda sa montre, l'heure de la rupture du jeûne approchant, il faut lever le camp, il cliqua sur la boite d'envoi et le message ci-dessus arriva instantanément dans le Garges de ses amours. ■

Bienvenue en Seine-Saint-Denis !

(*suite de la page 4*)

juge la révolte légitime : " Cela faisait des années que l'on se disait que ça finirais par exploser un jour. "
Ce qui l'inquiète surtout, c'est la permanence voire l'aggravation des problèmes qui sont à l'origine de la révolte. Collette, chargée de l'accueil à la Maison des tilleuls est débordée et ne sait plus quoi faire face à la gravité des difficultés rencontrées par un nombre de plus en plus important d'habitants du quartier. "Telle famille n'a plus de quoi remplir son frigo, passé le10 du mois, telle autre est traumatisée par le passage de l'huissier après un retard de loyer… "
Sans parler de l'alcoolisme et de la toxicomanie qui sont les conséquences directes d'une paupérisation croissante. Zouina est convaincue que tous les éléments favorables au déclenchement d'une nouvelle révolte sont réunis et " la prochaine pourrait être plus violente encore " !
Mohammed Rezzoug, 45 ans, vice-président du club de football de Blanc-Mesnil et gardien du gymnase Cotton, admet qu'il a éprouvé des sentiments ambivalents à l'égard des jeunes qui ont cassé : " Dans un sens, je ne pouvais pas tolérer qu'on brûle des équipements publics et encore moins des voitures de particuliers, mais dans un autre, je n'ai pas pu m'empêcher d'avoir une petite pensée pour la génération des plus grands qui, il y a 20 ans, retournaient toute cette violence contre eux-mêmes, dans la drogue, l'alcoolisme et le suicide. Combien d'entre nous ont été expédiés au bled dans des cercueils… (…) Alors, oui, j'admets avoir éprouvé une sorte de jubilation en voyant ces gamins passer de l'autodestruction à la destruction tout court. "

Mohammed Hakkoun, directeur adjoint de la maison des tilleuls s'inquiète des répercussions politiques de la révolte sur les prochaines élections. Il redoute un basculement à droite, voire à l'extrême droite, de toute une partie de l'opinion. A l'approche du scrutin présidentiel, " on stigmatise encore davantage les mêmes " et tout laisse penser que le ministre de l'Intérieur se soit engagé dans une stratégie de " délocalisation des foyers de tensions " dans le but de remettre en selle les bonnes vieilles thématiques de l'insécurité et de la peur. Mohammed Hakkoun fait ici référence aux deux opérations médiatico-policières montées à la cité des Tarterêts et aux Mureaux qui se sont conclues par un véritable fiasco.

" Il faut faire comme les corses "

Au centre commercial de l'avenue Pasteur, des jeunes gens tiennent les murs et tuent l'ennui en aiguisant leur sens de la répartie. Karim a 27 ans et désespère de ne pouvoir quitter son emploi de vigile dans un supermarché. Son casier judiciaire lui interdit tous les emplois de la fonction publique ou assimilée, de même qu'il ne peut obtenir de licence de transport. " Quand tu as un casier judiciaire, tu peux rien faire, t'es puni… A vie ! Et on nous parle de réinsertion ? C'est pour ça que j'ai envie de tout casser ". Tout en se défendant d'avoir lui-même participé aux émeutes, il n'en admet pas moins avoir incité certains " à casser tout ce qui appartient à l'Etat, mais pas les biens des personne…, c'est de pauvres gens qui vont tous les matins au travail. "
L'exemple à suivre selon Karim est celui des Corses : " Il faut faire comme les Corses, ils s'attaquent aux institutions, ils plastiquent les mairies, les impôts et ils ont tout, tout de suite. " Mounir, lui, envisage de voter : " On a peut-être brûlé, mais le jour des élections, on sera là, faut pas nous prendre pour des cons ". Milos précise : "On n'aime pas la droite, on est de gauche ". Il ne se fait pourtant aucune illusion : " Si on continue à nous ignorer, ça va re-pèter en 2007 ! ". ■

L'exemple à suivre selon Karim est celui des Corses : " Il faut faire comme les Corses, ils s'attaquent aux institutions, ils plastiquent les mairies, les impôts et ils ont tout, tout de suite. "

UN DISQUE IMPORTANT

Casey a choisi de mordre

Pierre Tevanian

Je veux mordre, car tout m'emmerde… Ennemie de l'ordre, je me méfie quand on m'aborde, et ne me fie qu'à ma horde. On m'a ordonné de perdre, mais j'ai choisi de mordre… ". On le voit, ou on l'entend : Casey aime les allitérations en R. Ennemi de l'ordre et Le fusil dans l'étui , les deux sommets de ce premier 5 titres, sont saturés de R : R comme rage, et comme rap. Car c'est de rap qu'il s'agit, et de rien d'autre. Ici pas d'arrangements " jazz " ou " soul ", pas de " groove ", pas de " glamour ". Au fait : Casey est une femme. Une femme noire. Mais si vous lui demandez un sourire mutin ou un pas de danse " sexy ", il y a des chances qu'elle choisisse de mordre, à moins qu'elle ne sorte le fusil de l'étui. Une rythmique lancinante, un fond musical minimaliste, une voix grave, dure, tranchante, un flow nerveux et sobre, bref nous sommes très loin des modèles de " féminité " stéréotypée qui sont imposés aux " noires ", " beurettes " et autres " filles des quartiers ", entre icônes " èrènebi " et fausses associations féministes. Pas de " glamour ", pas d'" humour " non plus. Pas de second degré, pas de " regard décalé ". Ni Diam's ni MC Solaar, ni Doc Gyneco. À vrai dire, il n'y a rien dans la musique populaire d'aujourd'hui qui soit plus éloigné des bouffonneries de Doc Gyneco que ce brûlot de cinq fois 4 minutes. Pas d' " humour ", donc. Tout est au premier degré, Casey n'est pas là pour rigoler. Mais les textes sont jouissifs, parce qu'implacables par leur violence et leur justesse - il y a peu de plumes aussi acérées dans la scène rap française. Vingt minutes de chronique en forme de réquisitoire sur le quotidien d'une indigène de la République : les quartiers à l'abandon (" nos tours sont laides "), les ravages de la drogue (" les frères sous acide "), les suicides, la violence et l'impunité policières (" les porcs qui décident d'infliger la mort sans risquer l'homicide "), les boulots précaires, les " échecs et injures ", les pseudo-experts (" la science dissèque ma race "), mais aussi la dignité, la résistance, l'émeute (" on bricole des projectiles et on brûle vos véhicules "), les livres mais pas n'importe lesquels (" les pamphlets de Fanon que je bouquine "), le plaisir d'écrire et de rapper, la vie la nuit " et le doux réconfort d'un grand verre d'alcool fort "… Les cinq titres du disque résument à eux seuls une vision du monde : oppression (L'exclu, Travail de nègre), résistance à l'oppression (Ennemi de l'ordre, Comme un couteau dans la plaie, Le fusil dans l'étui). Violence, contre-violence. Il y a quinze ans, NTM enregistrait son chef d'oeuvre, intitulé J'appuie sur la gâchette, mais c'était d'un suicide que parlait la chanson. Aujourd'hui, Casey part de la même idée : une longue énumération des offenses subies, ce qu'elle appelle les " raisons de prendre le colt ", et la même conclusion finale : " La haine me suit là où je suis, j'ai du mal à garder le fusil dans l'étui, j'ai rempli le canon, et puis, il se peut qu'un beau jour, pour un rien, j'appuie ". Avec cette différence significative qu'aujourd'hui, sur la question de la cible - vers qui sera dirigé le fusil ? - Casey nous laisse dans l'incertitude. À écouter d'urgence. ■

DE LA CRISE AU POSITIONNEMENT POLITIQUE

(*suite de la page 4*)

communication tout de suite, officiellement, ces facteurs fondamentaux pour expliquer les problèmes.

Vous retournez le problème dans tous les sens, la clé principale pour, conjurer cette mascarade, stopper la désignation ou plutôt l'assignation, reste la Représentation politique de cette masse de jeunes et de leurs familles. Rompre avec la situation actuelle consiste à peser sur les listes électorales, c'est le premier point. Mais ne pas se couper de la société française " autochtone " doit être une préoccupation. Ce second point sera sans doute entraîné par la dynamique du premier.

Le poids politique avec sa prise de conscience brisera à terme l'instrumentalisation permanente, sournoise et ethniciste des problèmes sociaux par certains partis politiques anachroniques et de tout bords. Il est temps d'accélérer le travail de décolonisation des esprits sans quoi il n'y aura pas de progrès social. C'est incontournable. Il y a urgence pour le mieux-être général. ■

On veut voler la retraite des chibanis !

Collectif

Travailleurs retraités immigrés

(Mouvement des indigènes de la républque)

Pendant les trente glorieuses, à l'époque où la France avait besoin d'être reconstruite, elle est allée chercher massivement des travailleurs immigrés. Des recruteurs ont été envoyés dans les villages pour faire des promesses mirobolantes et inciter les plus pauvres à partir. Bien entendu, la réalité des conditions de vie et de travail qu'ils trouvèrent sur place n'avait rien à voir avec un quelconque Eldorado.

Les conditions du colonialisme importées sur le territoire français

Toute l'histoire des luttes immigrées pour l'accès au minimum de dignité témoigne de la façon dont ils furent traités. Non seulement, le plus souvent, ils ont occupé les emplois les moins qualifiés et les plus exposés (dans le bâtiment, les mines, l'automobile, l'industrie chimique etc.) mais les conditions de travail, de rémunération, de sécurité montrent bien ce qu'on attendait d'eux : " Travaille et tais-toi !! ". Même le droit d'association ne fut leur reconnu qu'en 1981. A cette exploitation économique se sont ajoutées des conditions de logement indignes ; bidonvilles puis grands ensembles, ou vie en foyer pour des " célibataires " à perpétuité. En effet, pour un grand nombre d'entre eux, la précarité des moyens d'existence ne leur a jamais permis de faire venir femme et enfants qu'ils ne revoyaient qu'une fois par an, pendant les congés payés. Leur vie ne fut souvent que solitude et travail.

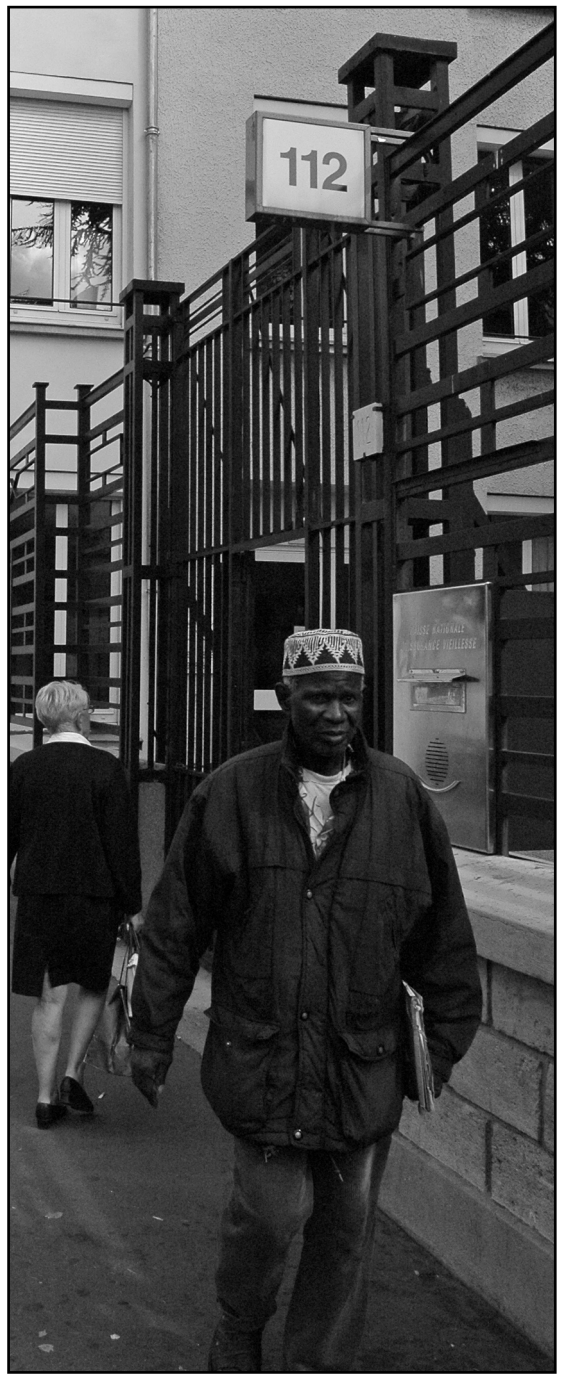
On leur escroque une partie de leur retraite

Aujourd'hui a la retraite, parfois en longue maladie parfois aussi dans l'isolement, en hôtel meublé ou en foyer, fragilisés dans leur quotidien, comme au plan administratif la vieillesse ne leur épargnera pas de devoir encore se battre pour le respect et la dignité. En effet, leur statut particulier n'est pas reconnu : bénéficiaires du minimum vieillesse ou en maladie (accidents du travail, pathologies liées aux mauvaises conditions de logement, aux affections respiratoires, aux carences alimentaires …), ils n'ont pas les moyens de se loger en ville ni d'acheter un appartement. De plus, même s'ils souhaitent retourner vivre leur retraite au pays, ils ont l'obligation de garder leur résidence principale en France pour pouvoir bénéficier des prestations sociales leur assurant le minimum vital auquel ils ont droit. Car, bien entendu, dans son immense mesquinerie l'administration ne s'est pas privée de vouloir faire des économies de bouts de chandelles sur leur dos. Non seulement ils n'ont pas les mêmes droits que les Français, car immigrés, mais ils n'ont pas non plus les mêmes droits que les travailleurs français. Pourtant les caisses de retraite sont financées par les salaires de tous les travailleurs. En effet, le minimum vieillesse est divisé entre une part versée par la CNAV et d'autre part l'ASFSV qui est une allocation spécifique versée sous condition de résidence. La moitié de celle-ci fut versée sans condition de résidence jusqu'au 1er octobre 2000 mais, depuis cette date, il faut pour la toucher en entier résider en France six mois au moins dans l'année. Et encore ! Une personne employée de la CNAV nous a confirmé que avoir reçu pour consigne de demander tellement de paperasse à ces vieux travailleurs, totalement dépassés et ayant souvent des difficultés à lire, qu'ils finissent par renoncer a leurs droits.Il paraîtrait que le ministère de la Cohésion sociale " réfléchirait " à un projet d'allocation qui ne tiendrait plus compte de la résidence. Cette revendication des Indigènes de la république et d'autres associations travaillant sur le sujet sera-t-elle enfin prise en compte par les pouvoirs publics ? Rien n'est encore sûr, car aucune proposition concrète n'a été rendue publique. Par ailleurs, les chiffres du ministère font état de 30 à 40 000 personnes concernées alors que la réalité est plus proche des 90 000. Sans compter tous les futurs retraités issus de l'actuelle immigration.

Le Maire de Marseille contre les chibanis

Sans doute, le différentiel s'explique-t-il par le nombre de retraités rayés arbitrairement des listes du Trésor Public dans le dessein de leur supprimer les allocations, comme cela a été le cas à Marseille. La très prospère Société Anonyme d'Economie Mixte Locale " Marseille Aménagement ", présidée par Jean-Claude Gaudin, également Maire de cette ville et vice-président de l'UMP. est pionnière dans l'instrumentalisation ignominieuse de cette précarité spécifique. Pour pouvoir vider le quartier du Rouet au bénéfice d'une opération de promotion immobilière, une vaste campagne médiatique et judiciaire a été lancée contre les " chibanis " accusés d'" arnaque " aux allocations, car souvent domiciliés dans des hôtels meublés ou faisant fréquemment des allers-retours entre les deux rives de la Méditerranée. A la suite de ce matraquage médiatique tendant comme toujours à désigner lesimmigrés comme des délinquants, le Trésor public a cessé de délivrer, en toute illégalité, des justificatifs d'imposition prouvant leur résidence en France à plus de 3000 chibanis. Cela permet a la mairie d'éviter d'avoir à les reloger et aux caisses chargées de l'ASFSV d'avoir à leur verser les allocations auxquelles ils devraient avoir droit. Aujourd'hui encore à Marseille, une cinquantaine de ces retraités sont menacés d'expulsion de leur domicile qu'ils occupent, pour certain, depuis près de quarante ans.

Selon les plans de Marseille Aménagement, les immeubles que les Chibanis occupent doivent être rasés pour faire place à une ZAC (Zone d'Aménagement Concerté). Ces derniers attendent depuis deux ans d'être relogés conformément à la loi mais la ville de Marseille



crédit Photographique : hsissou

prenant prétexte qu'ils demeurent dans un immeuble considéré comme " hôtel meublé " refuse de les reloger. De fait, aucune structure adéquate n'a été prévue pour eux.

Mobilisons-nous avec les chibanis

Les Chibanis de Marseille/Rouet, comme 90 000 autres travailleurs immigrés Retraités, sont installés dans une migration alternée qui doit être reconnue par nos institutions compte tenu de la spécificité de leur histoire.Cette reconnaissance implique que leur droit à la retraite complète soit maintenu même s'ils partagent la fin de leur existence entre la France et leur pays d'origine. Le droit au maintien des liens familiaux et amicaux ne peut être remis en cause par des tracasseries administratives qui les privent d'une partie de leurs revenus. Par ailleurs, pour ceux qui souhaitent continuer à résider en France, un hébergement en foyer médicalisé ou une aide à l'accès à des maisons de retraite dignes doit être prévue. Cette aide doit se substituer à l'aide qu'aurait pu leur fournir leurs familles si ces travailleurs n'avaient pas été contraints de se séparer d'elles pour venir travailler en France. ■

La chronique de François Burgat

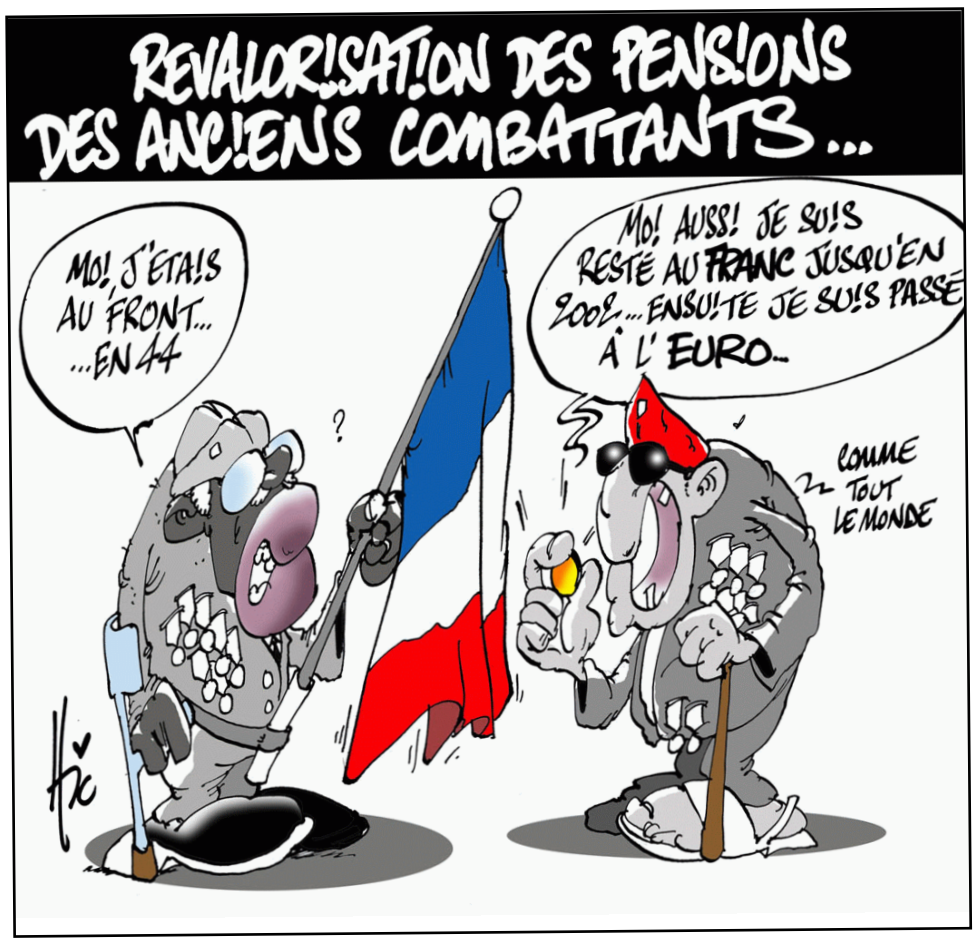
Les «Lumières» des uns et la liberté des autres

Le 18 Septembre 2006, les portes parisiennes de l'Unesco se sont fermées devant Nadia Yassine, l'une des porte-parole d'un des courants de l'opposition islamiste marocaine.

Le colloque, que les contorsions rhétoriques de l'organisation internationale ont réussi à lui faire interdire, n'avait vocation à émettre aucune *fatwa*. Dans une rencontre particulièrement plurielle et remarquablement féminine, il entendait ouvrir le débat sur l'existence possible d'itinéraires « musulmans » vers le féminisme. Terrible symbole que ce veto anticipé, au cœur de la ville « des Lumières », de l'organisation de ces nations dites unies…pour « la science et la culture » !

S'agirait-il - «là» - d'une « atteinte » à cette « liberté d'expression », que l'on s'évertue « ici » – et c'est une bonne chose – à protéger sans limite, même lorsque, en se parant des plumes de la philosophie, elle flirte, jusqu'à l'embrasser, avec le registre de l'insulte raciste ? Que nenni ! Sinon, nous l'aurions su : les trompettes de nos ténors de la pensée médiatique auraient retenti aux quatre coins du « Paf » français ! Imaginons l'un d'entre eux interdit de tribune à l'Unesco ! Quel beau tumulte sur les matinales de nos radios du « service public » !

Si une fois de plus les Lumières de la pensée médiatique hexagonale ont donné l'impression de n'éclairer qu'un seul des deux côtés de la route, c'est qu'imperturbablement, cette pensée tourne dans le cercle vicieux qui oppose indistinctement «islamistes » et «libertés ». Pour les chantres de ce postulat, pas question d'admettre que la réintroduction, même volontariste et ostentatoire, des marqueurs de la culture musulmane dans le discours politique puisse ne pas mettre inévitablement en péril les dynamiques de modernisation sociale et de libéralisation politique. Impossible d'admettre que si l'affirmation « islamique » peut alimenter des postures sectaires ou flatter de vieux machismes, elle peut tout aussi bien, en sens inverse, participer, en les alimentant d'un autre carburant symbolique, à l'affirmation des libertés individuelles et collectives.



Pour percevoir cette réalité-là, il faut abandonner quelques instants la rhétorique qui, chronique après tribune, s'emploie à «théologiser » (de façon fort sélective il est vrai, la religion des uns n'étant pas la religion des autres) la lecture de la vie politique du monde arabe, et à occulter purement et simplement tous les signaux qui ont l'insolence de contredire les présupposés de la caricature « intégriste ».
Empruntons, en forme de clin d'œil, un exemple au Liban où les « intégristes » évoluent dans un environnement pluriconfessionnel. Un clin d'œil, bien sûr, ne saurait prétendre clore un vieux débat. Mais il peut quand même nous rappeler qu'il existe, pour le poser, d'autres termes que ceux du bréviaire commun, en France, à Philippe de Villiers et à Charlie Hebdo. Pour ce « front national » là, la population libanaise, « prise en otage par le Hezbollah » est réputée être saisie d'une peur proportionnelle à la distance qui la sépare du cœur (« chiite », donc « intégriste » et donc « machiste ») du « Parti de Dieu». Ce sont donc les jeunes femmes chrétiennes qui sont réputées craindre le plus « pour leurs libertés ». Au début du mois de septembre, une chanteuse beyrouthine, Julia Boutros – ni «intégriste » ni chiite, ni même musulmane puisqu'elle est de culture chrétienne orthodoxe –, est venue mettre son grain de sable dans cette rhétorique trop bien huilée pour être honnête. Elle a pris le parti, franchissant la barrière de sa tribu, de dire son appui au leader de la « milice chiite pro-iranienne » en … mettant en chanson l'un de ses discours !

Las ! Son geste n'a pas fait la Une des journaux de notre télévision nationale ni les titres des tribunes de nos humanistes de profession. Dommage ! Cette curieuse petite chanson là a quelque chose de plus harmonieux que leurs complaintes; et peut être bien aussi, quelque chose de plus éclairé que leurs «lumières». ■

FARENHEIT 451

Sadri Khiari

Au feu, le livre de Daniel Lefeuvre, " Pour en finir avec la repentance coloniale "* ! Comment en finir avec quelque chose qui n'a jamais commencé ? Et d'ailleurs faut-il qu'elle commence ? Dire l'horreur de l'esclavage et la colonisation ; affirmer la légitimité des luttes de libération - et donc l'illégitimité des guerre de conquête et de l'occupation -; admettre qu'il ne saurait y avoir d'œuvre positive à la subordination d'un peuple par un autre ; reconnaître que la civilisation blanche et chrétienne n'était en rien supérieure aux autres civilisations, n'a rien à voir avec une quelconque exigence de repentance. " Pardon de t'avoir donné une claque mais tu la méritais bien ! " voilà ce que serait une repentance républicaine sans que soit extirpée de la république l'idéologie nationale et suprématiste blanche qui continue de l'irriguer.

Au feu, le livre de Daniel Lefeuvre qui alimente la " concurrence des victimes " tout en prétendant la combattre ! Alors que nous exigeons que l'histoire ne soit plus écrite à l'encre des vainqueurs, l'historien " professionnel ", " rigoureux ", " scientifique ", nous répond en substance : Attention à ne pas exagérer le nombre des victimes de la colonisation et de parler de génocide, vous risqueriez de remettre en cause l'unicité de la Shoah et de menacer la République ! Citons : " Il y a aussi quelque chose de dangereux, pour les fondements mêmes de la République, à poser ainsi les bases artificielles d'une guerre des mémoires, en présentant les uns comme les descendants de populations victimes d'un génocide dénié et en invalidant, par contrecoup, l'irréductibilité absolue de la Shoah "(CMQS). Ne parlez même pas de " massacres administratifs " car " les caractériser ainsi, c'est une nouvelle manière d'affirmer une filiation directe avec les horreurs nazies, car cette expression renvoie explicitement à la déportation et au génocide perpétrés contre les Juifs "(p.51). ■

* Daniel Lefeuvre, *Pour en finir avec la repentance coloniale*, éditions Flammarion, septembre 2006 (on vous donne pas le prix puisqu'il ne faut surtout pas l'acheter)

LIBAN

UNE RÉSISTANCE EXEMPLAIRE

Nicolas Qualander

La guerre des trente-trois jours, qui a vu s'affronter l'armée israélienne, soutenue de manière tonitruante par l'administration néo-conservatrice et impériale de Georges Bush, et le Hezbollah libanais, mouvement populaire aux multiples dimensions - libanaises, arabes, islamiques, chiites - a marqué un tournant dans l'histoire du monde arabe : si Hassan Nasrallah, le Secrétaire général de Hezbollah, est aujourd'hui comparé à Nasser, si ses portraits ornent aujourd'hui les murs de Beyrouth et du Caire, c'est que la longue succession des défaites arabes, celle qui courbe les esprits et les cœurs, a été rompue.

Résistance exemplaire, car résistance populaire et anti- coloniale comme il y en eut peu ces dernières années. Elle marque une défaite symbolique, politique et militaire tant pour les Etats-Unis que pour Israël, et constitue un signal fort à l'égard de tous les peuples du Sud colonisés, bafoués, opprimés.

Le Hezbollah, un mouvement nationaliste d'inspiration religieuse

Dans la guerre idéologique contemporaine menée par l'Occident, qui consiste à faire de l'islam et de ses manifestations politiques multiples le visage même du fascisme et de la barbarie, de l'irrationalité et des ténèbres, force est de constater que le Hezbollah libanais lui cause bien du fil à retordre. Il suffit d'étudier les discours de Nasrallah pour se convaincre facilement qu'il ne s'agit pas d'un fou de Dieu, ivre de haine, mais bien d'un dirigeant politique au raisonnement clair et argumenté. C'est que le Hezbollah fait figure d'anomalie sauvage dans le mouvement islamique. Il est l'exact inverse de Ben Laden et consorts. C'est un mouvement nationaliste d'inspiration religieuse : né dans la foulée de la révolution iranienne de 1979, d'abord attaché aux principes classiques de l'islam politique chiite, il est aussi une organisation profondément ancrée dans l'histoire libanaise. Implanté dans la communauté chiite du sud Liban, de la plaine de la Bekka et de la banlieue sud de Beyrouth, sa dimensions nationaliste et anti-coloniale est évidente, dans la mesure où il s'engage dès sa naissance, entre 1982 et 1985, dans la résistance à l'occupation israélienne au sud-Liban, laquelle se poursuivra jusqu'en mai 2000. Il se situe donc à l'intersection de trois mouvement majeurs au Proche-Orient : la révolution iranienne et ses répercussions sur le monde arabe, l'occupation israélienne du sud-Liban, et enfin l'affirmation des chiites en tant que communauté politique opprimée réclamant ses droits politiques et sociaux au Liban. Le Hezbollah se veut ainsi, en partie, l'héritier du Mouvement des déshérités de l'Imam Moussa Sadr, fondé en 1974, première manifestation politique de la communauté chiite en tant que telle. Depuis les années 1990, avec sa participation aux élections législatives de 1992, il est sans doute l'un des premiers partis islamiques à dire publiquement qu'il pense impossible la création d'un Etat islamique au Liban. D'où le fait qu'il s'engage, depuis plusieurs années maintenant, dans le dialogue inter-confessionnel et qu'il travaille étroitement avec des forces politiques séculières, de gauche et nationalistes arabes. Pendant la guerre de juillet-août 2006, bénéficiant de l'appui du général Aoun, l'un des premiers dirigeants de la communauté chrétienne, il a constitué avec d'autres un Front de la résistance, large et pluriel. Y participaient le Parti communiste libanais, qui a combattu à ses côtés - il a perdu plusieurs de ses militants dans les affrontements -, le Parti du peuple de Najih Wakim, la Troisième force de l'ancien Premier ministre Sélim Hoss, et d'autres forces nationalistes arabes. Le mouvement Amal, l'autre parti de la communauté chiite, a combattu également à ses côtés. C'est dire aussi combien la résistance fut large et bien plus inter-confessionnelle qu'on ne le croît généralement, tant sur les plans militaires, que politiques et sociaux.

Un Etat dans l'Etat ?

L'autre argument porté contre Hezbollah consiste à dire qu'il constitue une contre-société, un Etat dans l'Etat. Mais c'est là oublier un fait capital : l'Etat libanais n'est pas en mesure de protéger son territoire, dont une partie est encore occupée par Israël ; il ne protège pas ses citoyens non plus, la situation économique libanaise étant marquée par un néo-libéralisme sans frein et un communautarisme sans limites, ceux des grandes familles richissimes, comme celle de l'ancien Premier ministre assassiné, Rafiq Hariri. Le Hezbollah a ainsi constitué, effectivement, une contre-société, avec ses services sociaux qui permettent, par exemple l'approvisionnement en eau de la banlieue sud de Beyrouth. Ces mêmes services sociaux participent actuellement à la reconstruction des quartiers et villages détruits par la guerre alors que l'aide de l'Etat libanais est largement en deçà des besoins. Les chiites devraient-ils attendre une aide de l'Etat libanais, alors même qu'ils constituent depuis des dizaines d'années une partie des classes les plus défavorisées et méprisées du Liban ? Mais cette contre-société ne se constitue pas aujourd'hui contre le Liban : ses services sociaux sont ouverts à toutes les communautés, même s'ils se situent majoritairement dans les zones à majorité chiite. Enfin, le Hezbollah a progressivement intégré le droit à la différence, en même tant qu'il s'est nationalisé et libanisé : les quartiers qu'ils contrôlent ne sont pas le lieu d'une discrimination à l'encontre de tout ce qui serait opposé à leurs idées : les femmes peuvent être voilées ou non voilées, les autres partis politiques, comme le parti communiste libanais ou Amal, y ont pignon sur rue. Au contraire d'autres organisations islamistes comme les Frères musulmans, son programme économique n'est pas libéral, mais bien plutôt axé sur le principe de l'Etat social fort et redistributeur.

Une marionnette aux mains de l'Iran et de la Syrie ?

Le dernier argument porté contre Hezbollah est qu'il serait intrinsèquement une création externe, un démon au cœur du Liban, représentant exclusivement les intérêts iraniens et syriens. C'est là justement nier sa dimension libanaise, confirmée par le fait que sa résistance au sud est largement reconnue au Liban : faut-il rappeler que c'est bien Israël qui occupe encore les fermes de Chebaa et les collines de Kfar Chouba, qui a des prisonniers libanais dans ses cellules, qui viole chaque mois l'espace aérien libanais ? Le droit à la résistance, dans ce cadre, est légitime. Hezbollah n'a jamais caché qu'il rendrait ses armes le jour où l'entièreté du territoire libanais sera libéré de la présence israélienne et où tous les prisonniers politiques libanais, ceux de Hezbollah comme ceux du Parti communiste (le plus ancien prisonnier libanais en Israël est Samir Kantar, membre du PCL), seront retournés sur leur terre. Le fait que le Parti communiste vietnamien ait été soutenu, dans les années 50 et 60, par l'Union soviétique, enlevait-il toute légitimité à sa lutte de libération nationale ? Le fait que Nasser soutenait le FLN algérien rendait-il son combat contre la présence française sans fondement ? Le fondement politique qui est légitime, c'est bien la lutte contre l'oppression coloniale et contre les logiques d'occupation qu'Israël et l'Occident pratiquent depuis des dizaines d'années.

Le Hezbollah contre le clash des civilisations

De ce point de vue, l'existence et la pratique politique de Hezbollah marque un certain nombre de points de rupture : rupture politique et militaire certes, mais aussi rupture symbolique. Parti acceptant la déconfessionnalisation de l'Etat libanais, il s'inscrit également dans une logique toute contraire à celle du clash des civilisations, chère à Bush, Olmert et aux apprentis sorciers à la Ben Laden. Il est par ailleurs le seul mouvement issu de l'islamisme politique à participer systématiquement aux Forums sociaux mondiaux, à être traversé par les débats qui agitent l'ensemble des mouvements anti-guerre et altermondialistes, tandis que son centre de recherche a fait publier les textes de la théologie de la libération latino-américaine. Il continue actuellement de discuter avec le PCL et avec les nationalistes arabes libanais, comme avec le général Aoun. En dessinant un monde dans lequel s'affrontent les colonisés et les colons, mais aussi les déshérités et les puissants, le Nord et le Sud, en ayant une vision politique et stratégique à l'antipode de la guerre des religions, Nasrallah a fait preuve d'une singulière intelligence politique. Quel est l'homme auquel il a rendu hommage dans son discours du 26 septembre 2006 ? Hugo Chavez, le président vénézuélien socialiste qui a rappelé son ambassadeur en Israël. Le " plus grand des Arabes " a dit de lui Nasrallah, alors même que le Hezbollah ne cache plus ses critiques à l'encontre des élites corrompus de l'Arabie saoudite, de l'Egypte et de la Jordanie.

Le Hezbollah se situe aujourd'hui au centre des aspirations populaires arabes quelle que soit la confession, quelle que soit l'orientation politique : parce qu'il a su se transformer peu à peu en un mouvement nationaliste d'inspiration religieuse acceptant la pluralité et la diversité, dans un monde arabe en proie aux dictatures corrompues, parce qu'il exprime une nouvelle forme de nationalisme arabe en mutation, parce qu'avant tout, il a redonné, cinquante ans après la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956, un réel sentiment de dignité politique et morale aux classes populaires arabes. ■

LES ETATS-UNIS LÉGALISENT LA TORTURE

dans le silence du reste du monde

Christine Delphy

L'événement politique le plus important de ces dix dernières années, le plus grave, le plus terrible en ce qu'il confirme et ce qu'il annonce, c'est le vote par le Parlement états-uniens de cette nouvelle loi sur la torture. Les Conventions de Genève sont, pour la première fois depuis leur création, explicitement remises en cause, la torture est pour la première fois explicitement assumée et revendiquée.

Certes, on pourrait penser que les faits comptent plus que les intentions, les actes que les mots. Et que du point de vue des horreurs réelles, rien n'a changé : que les conventions de Genève n'ont jamais été respectées, comme le reste du droit international. Qu'Israël bafoue les résolutions de l'ONU depuis sa création, que l'ONU elle-même a bafoué sa charte à maintes reprises, par exemple en permettant l'invasion de l'Irak, et avant cela, celle de l'Afghanistan au nom de la " légitime défense ". Et qu'en ce qui concerne le dernier vote états-unien, il ne fait que légitimer ce qui se passe en réalité depuis longtemps.

C'est vrai. Mais cela signifie-t-il que, puisqu'elles ne sont pas obéies, il importe peu que ces règles soient supprimées ?

Non. Car l'existence et l'adhésion de tous les pays à ces règles, même si dans la pratique ils ne les respectent pas, les force à l'hypocrisie. Et quel est le bénéfice de l'hypocrisie ? Eh bien, il est que la personne qui est obligée d'être hypocrite montre qu'elle ne croit pas à la légitimité de son action. Même alors que cette personne bafoue une règle, en devant cacher qu'elle la bafoue , elle en conforte l'autorité morale. L'hypocrisie est bien l'hommage du vice à la vertu.

Et l'adhésion formelle aux règles limite quand même les dégâts, dans certains cas, en ce qui concerne les militaires. Elles ont été complétées après la seconde guerre mondiale de façon à traiter tous les cas : les populations civiles, et les milices, entre autres groupes dont la 1ère convention ne s'occupait pas. Le résultat en est qu'aucune personne se trouvant dans une zone de conflit ou affectée par un conflit n'est san protection. Les militaires sont protégés par la 1ère convention et doivent être traités en prisonniers de guerre, un statut très strictement déterminé. Les milices sont considérées comme des supplétifs aux armées et donc protégés par le même statut. Les civils sont protégés par la 4ème convention. Celle-ci interdit notamment qu'ils soient déplacés. Toute violation de cette règle est un crime de guerre. C'est pourquoi les déportations et déplacements imposés aux civils palestiniens depuis 1947 sont considérés en droit comme des crimes de guerre. Quand un Etat occupe militairement un autre pays, cet Etat non seulement ne peut pas en déplacer les populations civiles, ni détruire leurs maisons, mais il devient responsble et comptable de leur bien-être : il doit garantir leur droit à la vie, leur sécurité, leur logement et leur nourriture. C'est pourquoi le traitement des populations vivant dans les territoires palestiniens occupés par Israel est doublement un crime de guerre : non seulement leur sécurité et leur bien-être ne sont pas assurés par la puissance occupante, mais elle met directement et indirectement leur vie en danger.

C'est aussi ce qui se passe en Afghanistan et en Irak. D'une part au moment de l'invasion, par des actions militaires contre des civils, mais aussi par le manque à garantir leur sécurité. Que dire de ce qui s'est passé au Liban ?

Malheureusement, les médias ne rappellent jamais ces Conventions et semblent trouver dur mais normal qu'une armée lance des missiles sur des quartiers d'habitation, bombarde des routes, et même empêche les secours d'arriver. La 4ème Convention, qui concerne les civils, a donc été régulièrement violée, et même carrément ignorée : la guerre, qui a toujours visé les populations civiles-bombardements de Londres, de Coventry (entre autres), par les Allemands, bombardements de Dresde, de Berlin (entre autres), d'Hiroshima et de Nagasaki par les Alliés; et plus près de nous, atrocités réciproques des Serbes, des Croates et des Bosniaques, bombardements de l'OTAN sur les infrastructures civiles serbes pendant la " guerre " du Kosovo ; bombardements de Bagdad pendant la 1ère guerre occidentale contre l'Irak suivis d'un blocus qui visait les civils et a transformé l'Irak en pays du Tiers-Monde en dix ans ; puis guerre d'Afghanistan, dont les Américains ont refusé de compter les victimes civiles, qui sont des milliers ; enfin invasion de l'Irak avec quelques cent mille victimes civiles à ce jour. Et finalement, massacres de civils et destruction d'infrastructures au Liban par Israel il y a deux mois à peine.

Si la 4ème Convention a rarement été respectée, elle n'avait cependant jamais été ouvertement remise en cause jusqu'à la guerre d'Afghanistan, où les Américains ont capturé des gens en violation de cette convention : en les déplaçant-par exemple à Guantanamo, mais aussi ailleurs-- et en leur refusant les droits humains les plus élémentaires : de savoir de quoi ils sont accusés, et d'avoir un avocat et un procès. Mais peut-être le plus grave est que les Etats-Unis ont formalisé cette violation en prétendant que ces gens n'avaient pas droit à ces garanties parce qu'ils étaient des " prisonniers du champ de batille " ou des " ennemis combattants ". Et encore plus grave, les autres Etats n'ont pas réagi, n'ont pas dénoncé cette invention d'une catégorie juridique qui n'existe pas et ne peut pas exister, puisque les catégories existantes couvrent déjà tous les cas. Inventer de nouvelles catégories pseudo-juridiques est donc en soi une violaztion des Conventions de Genève. Ainsi, en ce qui concerne les personnes illégalement détenues à Guantanamo : ils sont soit militaires, soit miliciens, et dans ce cas doivent être traités en prisonniers de guerre ; s'ils ne sont ni l'un ni l'autre, alors ils sont des civils, auquel cas leur déplacement et leur internement est un crime de guerre. Dans les Conventions de Genève, il n'existe pas de troisième possibilité. Pourtant, quand les Etats-Unis en inventent une, qui met ces personnes, - qui peuvent être n'importe qui, vous et moi- selon un arbitraire total, hors de tout droit, qui proteste ?

Avec cette nouvelle loi sur la torture, les Etats-Unis franchissent un pas de plus, et là encore, le monde est muet. Cette loi leur permet " d'interpréter " les Conventions de Genève, et qui en est l'interprète ? George Bush. L'équivalent américain de la ligue des droits de l'homme, l'UCLA, le dit : George Bush aurait " l'autorité de déclarer unilatéralement que certains actes de torture sont légaux " (" La torture au cœur u débat américain ", Le Monde, 26.09.06). Même si la norme n'est pas appliquée, il importe qu'elle existe : il faut un critère accepté par tous pour pouvoir definir ce qui est un crime. Si nous acceptons que les Etats-Unis non seulement commettent des crimes, mais les redéfinissent comme des non-crimes, comment ferons-nous pour les dénoncer ? ■

ABONNEMENTS

Si vous voulez soutenir **l'envol** de notre journal,
ou simplement être sûrs de ne pas en rater un exemplaire, la meilleur solution c'est…l'abonnement.

Abonnement 5 mois (5 ex) = 10 €
Abonnement 11 mois (11 ex) = 22 €
Abonnement de soutien :

je verse la somme de …..€, en sus de mon abonnement (indiquez la somme que vous souhaitez ajouter.
Les règlements doivent être opérès directement par virement sur notre compte. Les indigènes de la république sont titulaires d'un compte au **: CREDIT COOPERATIF** 252 boulevard Voltaire 75544 PARIS Cedex 11
Code Banque : **42559** Code Guichet : **00008** Numéro : **2102 9261 606** clé RIB **56**

Pour tout autre moyen de paiement (chèque, éspèces etc.) veuillez nous appeller au 06 28 06 60 35

écrivez-nous !

En envoyant vos textes, dessins, propositions etc. vous pouvez participer à la vie de ce journal. N'hésitez donc pas à nous écrire à : journalindigene@yahoo.fr

LE BLACK PANTHER PARTY

Penser globalement, agir localement

Alfred Mélanine

On les voit fiers, debout, rebelles, campés sans un sourire dans une pose martiale, bérets noirs savamment vissés sur le crâne, surplombant d'impénétrables lunettes noires. Serrés dans leurs vestes de cuir noir, ils font même un peu peur. Un slogan, une couleur, un mot d'ordre: Black power.

C'étaient, bien sûr, les Black Panthers et le Black Panther Party, une organisation radicale qui pendant à peine plus de dix ans secoua l'amorphie politique américaine. Ils ont une certaine réputation en France, cette réputation floue qu'ont tous les mouvements de libération des années 60; ça sent le patchouli et le gaz lacrymo, la mariejeanne et le salpêtre. Oui, oui, bien sûr, tueurs de flic, Mau-maus, poing levé aux jeux Olympiques, on les connaît les Panthers ! Vraiment ?

Récemment, les tribulations de la tribu KA auront rappelé en marge le sort qu'on réserve aux révolutions manquées. Leur inspiration, nous dit-on, serait le Black Panther Party.

C'en serait drôle si ce n'était tellement pathétique. En partie, c'est l'habituelle fainéantise journalistique qui s'en remet au cliché plutôt qu'à la recherche : puisque pour tout le monde, les Panthers ne sont plus qu'un cliché, pourquoi aller chercher plus loin ? C'est un truc de ricain, communautariste, des noirs à demi terroristes qui voulaient bouffer du blanc. On les aime chez eux, les négros à fusil. Le fait même qu'on compare les Panthers aux illuminés sectaires de la tribu KA montre l'habitude bien française de parler doctement de ce qu'on ne connaît pas, et révèle une attitude plus que douteuse quant à la question raciale ici en France. Nous y reviendrons. Mais en attendant, rafraîchissons-nous la mémoire. Je vous propose un voyage dans le temps, via planète Black Panther.

Haut et clair : je suis noir et j'en suis fier

Mai 1966 : la branche estudiantine du mouvement américain pour les droits civiques opère un changement radical. Certains responsables du SNCC (Student Nonviolent Coordinating Committee), qui est de toutes les marches, manifestation et sit-in anti-ségrégationnistes depuis sa création en 1960, questionnent l'efficacité de la non-violence, ainsi que les rapports de force dans l'alliance qui les unit à la Southern Christian Leadership Conference, l'organisation de Martin Luther King Jr. L'élection en mai 1966 du chef de file de la branche radicale, Stokely Carmichael, à la tête du SNCC entérine la rupture. C'est lui qui parmi les premiers lèvera le poing pour crier "Black Power".

L'idée est choquante. Il s'agit non seulement d'insister sur la fierté communautaire, mais aussi de revendiquer une certaine autonomie politique, économique et sociale de la communauté noire par rapport à la société blanche. Pour comprendre cette idée, il faut garder en tête le contexte américain; la ségrégation légale du Sud avait un pendant illégal mais tout aussi fort dans le Nord. La communauté noire américaine est opprimée surtout pour sa couleur, et de manière très ostentatoire. Le thème du pouvoir noir donnera naissance à des mouvements bien différents, mais l'idée d'autonomie communautaire n'est pas originellement raciste ; elle se pose en alternative au Pouvoir, bien évidemment blanc.

Le SNCC et le SCLC émanaient du Sud et la côte Est des Etats-Unis. C'est cependant en Californie que l'appel de Carmichael sera entendu le plus rapidement. En Octobre 1966, Bobby Seale et Huey Newton fondent le Black Panther Party à Oakland, la ville jumelle de San Francisco. Le parti propose un programme en 10 points qui annonce (si besoin était) la couleur. Les sources de son inspirations sont transparentes : Marx et Malcolm X. L'un pour le raisonnement et l'analyse des modes d'oppression socio-économiques, l'autre pour l'exposition du racisme intrinsèque de la société américaine et pour les revendications communautaires. C'est entre ces deux sources que le Party se positionne dès ses



débuts alors que le Black Power se définit peu à peu.

On peut y voir aussi une filiation avec le nationalisme noir américain des années 60 et les idées du premier grand leader nationaliste noir d'Amérique, Marcus Garvey, qui envisageait dans les années 20 un retour en Afrique des différentes communautés issues de la diaspora africaine. Les nationalistes noirs s'inspirent également des théories de Cheik Anta Diop qui montrent les origines noires de la civilisation égyptienne. Ils adoptent des noms africains, portent le dashiki, revendiquent une Afrique utopique, mythifiée et confuse. Très tôt, les Panthers prennent leurs distances avec les formes les plus extrêmes de l'afrocentrisme et les critiquent ouvertement comme un racisme noir. Fierté noire oui, supériorité noire, non. Inspirés par Fanon et les idéologues tiers-mondistes, les Panthers voient la lutte du peuple noir américain comme une des nombreuses batailles menées par les peuples opprimés contre l'impérialisme. "Aucun Vietnamien ne m'a jamais traité de nègre", annonçait un des slogans du BPP. Sous l'influence de Carmichael, le SNCC se fond dans le Black Panther Party en 1967. A l'image de la politique américaine et internationale, le mouvement des droits civiques et le Black Power viennent de se durcir.

Panthère noire contre tigre de papier

De par leurs actions très médiatiques et le talent de leurs orateurs, les Panthers occupent rapidement l'avant-garde de la gauche américaine. Leurs discours tapageurs laissent entendre qu'ils sont prêts le cas échéant à prendre les armes pour riposter et pour assurer l'égalité du peuple noir américain. L'une des premières actions du BPP est d'organiser des groupes de surveillance dans les quartiers noirs où des Panthers armés viennent s'assurer en toute légalité que les interventions policières ne mènent pas à des abus. Ces actions pour le moins courageuses mènent rapidement à des confrontations avec la police, et assurent au BPP une réputation violente relativement exagérée.

Ce qu'on connaît moins, c'est l'énorme travail effectué par les Panthers au niveau des quartiers noirs. Ils créent dans toutes les grandes villes où ils sont présents des "programmes de survie": petits-déjeuners gratuits pour les enfants, distribution de vêtements, cours gratuits, cliniques gratuites, etc. Ils s'assurent rapidement le soutien de la population noire, et provoquent l'ire du gouvernement. Les Panthers n'hésitent pas à s'allier à tous les groupes qu'ils estiment proches d'eux. La Rainbow Coalition montée en 1969 les voit ainsi s'engager, au-delà des diverses organisations noires avec lesquelles ils collaborent déjà, aux côtés d'organisations latinos et blanches, et pousser d'anciens gangs à abandonner leurs guerres pour s'organiser politiquement. Groupe originellement très masculin et macho, les Panthers effectueront un énorme travail autocritique et se prononceront officiellement en soutien aux mouvements de libération gays et féministes. Ils sont dangereux, précisément parce qu'au contraire d'autres mouvements noirs américains, ils sont internationalistes. C'est le succès de leur démarche qui précipitera leur chute.

Créé en 1956 pour "inciter à la scission, causer des perturbations et encourager les défections" au sein du Parti Communiste Américain, le COunter INTELligence PROgram (programme de contre-espionnage) va se concentrer dans les années 60 sur la nouvelle gauche américaine. A partir de 1968, le FBI utilise tous les moyens possibles pour réduire le Black Panther Party à néant : intimidations, mensonges, infiltrations, meurtres, tout y passe. Les Panthers ont bientôt à subir des attaques en plein jour par la police qui

(*suite au dos*)

Leur histoire est notre histoire

LE BLACK PANTHER PARTY

Penser globalement, agir localement

(*suite de la page 10*)

envahit leurs bureaux, détruit leur matériel, met le feu à leurs locaux. Des provocations de tout ordre sont fomentées dans toutes les grandes villes : le FBI publie de faux communiqués signés par le BPP pour semer la zizanie parmi les Panthers et leurs alliés. En décembre 1969, le chef du " chapitre " de Chicago, le jeune et charismatique Fred Hampton, est exécuté dans son lit par la police.

Les actions du FBI portent leurs fruits : opposés violemment à d'autres organisations (comme les nationalistes noirs de l'organisation US de Ron Karenga), constamment attaqués par la police, présentés par les media comme des gangsters, les Panthers perdent la plupart de leurs leaders, assassinés, injustement emprisonnés, ou en exil. L'arrivée de la féministe Elaine Brown à la tête du parti en 1974 ne le redressera pas. Son influence diminuera doucement jusqu'à sa disparition dans les années 80.

L'héritage

40 ans après la création du BPP, il reste encore des Panthers. Nombre des survivants font maintenant dans le social, l'éducation ou la politique. Certains croupissent encore en prison ou en sont finalement sortis après avoir passé des années condamnés sur la base de fausses accusations. Ils ont grandi, ils ont changé. Ce qu'il reste des Panthers, plus que tout, c'est leur lucidité et leur pertinence. Il nous reste leurs actions, bonnes et moins bonnes, mais surtout une logique implacable et limpide qui révèle les deux plaies des démocraties bourgeoises : le capitalisme et le racisme, construits ensemble, grandis ensemble. Ce qu'ils montrent, encore maintenant, c'est que, pour un gouvernement capitaliste, raciste et impérialiste, il n'y a rien de plus dangereux qu'un nègre qui lit des livres, encore plus qu'un nègre à fusil.

Mais revenons à nos moutons noirs. S'il y a une leçon que l'on peut tirer de leur aventure, nous, indigènes en République française, elle est peut-être suggérée dans le cliché qu'on retient des Panthers. Ce qui gênait en Amérique, c'était leur marxisme. Ce qui gêne en France, c'est l'idée qu'il est possible de mettre la question raciale au devant de la scène politique sans pour autant tomber dans l'ethnocentrisme. Les Panthers montrent une voie possible d'engagement radical où les questions d'identité, d'ethnicité et de racisme sont posées conjointement à une critique fondamentale du système. ■

JEUX *

Le quizz post-colonial

Rendez leur auteur à chacune de ces dix citations.

1. " Nous avons des valeurs communes avec le Front national "

A. Bruno Mégret
B. Charles Pasqua
C. Philippe de Villiers

2. " Nous sommes passés d'un problème d'immigration à un problème d'invasion "

A. Philippe de Villiers
B. Jean-Marie Le Pen
C. Valéry Giscard d'Estaing

3. " Le seuil de tolérance est dépassé depuis les années 80 "

A. Valéry Giscard d'Estaing
B. François Mitterrand
C. Jacques Chirac

4. " Les Français ont une overdose d'immigration "

A. Jacques Chirac
B. Georges Frêche
C. Nicolas Sarkozy

5. " Cela ne me dérange pas qu'on discute de la préférence nationale, d'autant qu'elle existe déjà dans la fonction publique "

A. Nicolas Sarkozy
B. Rachid Kaci
C. Malek Boutih

Quizz négrologique

Tout le monde a entendu parler du célèbre livre de Gaston Kelman, " Je suis noir mais je n'aime pas le manioc ", salué par la presse pour son courage, sa critique courageuse du " victimisme " des noirs et sa gratitude vis-à-vis de la France grande, belle et généreuse. Mais saurez vous rendre leurs auteurs à chacune des formules suivantes ?

Citations :

1. " Je suis blanc, j'aime le manioc mais je n'aime pas les noirs "
2. " Je suis noir et j'aime le maniaque "
3. " Je suis le manioc et j'emmerde Gaston Kelman "
4. " Je suis blanche et je n'aime pas les couillonnades "
5. " Je suis kabyle mais j'aime le camembert, le pinard et le petit salé aux lentilles "

Auteurs :

A. Doc Gyneco
B. Mona Chollet
C. Malek Boutih
D. Stephen Smith
E. Le manioc

* PAR LE COLLECTIF “LES MOTS SONT IMPORTANTS”

Le petit facho de gauche

Fatouche Ouassak

Ce petit lexique peut servir de guide lors des dîners, des réunions de famille ou des discussions entre collègues autour de la machine à café, pour repérer les fachos de gauche, souvent assez difficiles à démasquer.

Selon des calculs scientifiques très rigoureux, on peut estimer qu'une personne qui utiliserait au moins 4 mots ou expressions du lexique (avec le sens décliné dans le guide), lors d'une conversation de 43 minutes au moins, sur des sujets "propices au repérage" tels que "émeutes dans les banlieues en 2005", "voile à l'école"..., peut être considérée, avec un risque d'erreur minimal, comme "facho de gauche".

Voici le premier volet du "*Petit Facho de Gauche*" ou "Comment véhiculer sournoisement, dans un long discours sur le vivre-ensemble et la tolérance, des représentations racistes, tout en ramassant le stylo tombé par terre, que l'on vient d'utiliser pour signer, les larmes aux yeux, une pétition en faveur du petit Mamadou, 5 ans, menacé d'explusion si on ne fait rien".

Aïd

Jour de fête qui consiste pour les hommes maghrébins à égorger dans leurs baignoires de très jeunes moutons sans défense. Jour de fête qui consiste pour les femmes maghrébines à offrir des pâtisseries orientales (bien de là-bas) à leurs voisins français, dans un souci de partage et d'échange culturel, les français offrant gracieusement en retour des "mercis" (bien d'ici).

A la grande époque arabo-andalouse...

Période historique que personne ne sait situer chronologiquement, et que personne ne connait au delà de son nom. Sert surtout de référence magnifiée et poétique lorsque l'on veut montrer que les musulmans arabes n'ont pas toujours été les barbares que l'on connait aujourd'hui, mais qu'il y a très, très, très, longtemps, ils étaient civilisés. Mythe qui représente une lueur d'espoir et d'optimisme pour ceux qui ne désespèrent pas, malgré tout.

Appeler un chat, un chat

Expression à utiliser dès le commencement d'un discours, en n'oubliant pas d'adopter une posture virile, lorsque l'on s'apprête à se laisser aller aux amalgames et aux préjugés racistes, pour prouver qu'on est courageux et sans compromis. Expression à utiliser particulièrement quand on sait ne courrir aucun risque, dans un contexte moral et politique propice.

Arrogant

Adjectif qui qualifie le jeune maghrébin (surtout s'il est beau et intelligent), lorsqu'il prend la parole sans attendre qu'on le lui permette, comme s'il était normal que lui aussi participe au débat à égalité avec les autres.

Avoir des origines ethniques

Spécificité des français d'origine africaine ou maghrébine, par opposition aux français de souche, qui, par définition, n'ont pas d'origines ethniques, puisqu'ils sont chez eux.

Beurette

Jeune femme d'origine maghrébine mais qui, avec beaucoup de volonté et de courage (car il en faut), fait des efforts pour que cela ne se voit pas trop.

Charte de la diversité

Charte que les chefs d'entreprise prennent extrêmement au sérieux puisque la promotion de la diversité culturelle dans leur entreprise a toujours été leur objectif prioritaire.
Sur la base de cette charte, il s'agit de montrer la très grande diversité culturelle dans les entreprises, diversité qui fait la chance et la richesse de la France.
La charte invite à montrer qu'il n'y a pas que des cadres supérieurs, des ingénieurs ou des patrons français dans les entreprises; il faut aussi valoriser les téléconseillères maghrébines en CDD, les techniciennes de surface maliennes en intérim, les animateurs-quartier algériens en emploi jeune... Il faut insister sur leurs très grandes compétences et leurs très grandes réussites dans leurs fonctions respectives, qu'on pourrait presque croire inventées pour eux.

(*suite au prochain numéro*)

Entretien avec

Amadou Seydou Traoré, anticolonialiste malien

Jeune instituteur sous l'administration coloniale, Amadou Seydou Traoré est révoqué en raison de ses opinions anti-colonialistes. Il se lance dans la librairie puis dans l'édition. C'est ce qui amènera les autorités d'un Mali fraîchement indépendant à lui confier la gestion des "Librairies Populaires du Mali" et ensuite des "Editions Populaires du Mali". Ses activités militantes au sein du Mouvement de la Jeunesse et de différents mouvements syndicaux lui vaudront d'être arrêté en 1968, lors du coup d'état du régime militaire de Moussa Traoré et condamné à 10 ans de prison.
A sa libération en 1978, il reprend l'enseignement. Infatigable, la retraite lui donne l'occasion de se lancer à nouveau dans la librairie et l'édition. Il crée alors les éditions "La Ruche à Livres". A 78 ans, Amadou Seydou Traoré est toujours un résistant debout.

Hsissou: Vous avez été révoqué de votre poste d'instituteur pour vos choix indépendantistes, dans quelles conditions cela s'est-il effectué ?

Amadou Seydou Traoré: Le régime colonial au Soudan français de l'époque (actuel Mali) était l'un des systèmes les plus abjects qui puisse s'imaginer. C'est seulement en 1950 que ce régime a créé la première salle de classe pour des jeunes filles du niveau de la classe de 6ème année. Il a fallu la libération pour que nous puissions avoir les premiers professeurs de lycée et d'université. Le régime colonial se caractérisait également par un déficit dans tous les domaines de la vie: dans la santé, dans les libertés politiques, dans les rapports avec la justice. C'est ainsi qu'il y avait deux justices, une justice française et une justice soit disant indigène où on appliquait une législation tout à fait aberrante qui prévoyait des coups de cravache et toutes sortes de sanctions …
Pendant la guerre de 14-18, la population a senti que la France était suffisamment occupée par son bras de fer avec l'Allemagne et que si l'on essayait de secouer le joug colonial ça pouvait réussir. Le soulèvement qu'on appelle la révolte de Bélédougou était dirigé par un de nos plus grand héros: Koumi-Diossé. Lorsqu'il a été battu et que la répression s'est abattue sur toute la zone de Kolokani où se trouvait le foyer de la révolte, les combattants qui ont été arrêtés ont été amenés à effectuer des travaux forcés à Bamako : construire une piste pour monter sur la colline de Koulouba. Cette piste a été aménagée à mains d'hommes et sous les coups de cravache de la garde coloniale. Lorsque son armée à été battue, Koumi-Diossé s'est enfermé dans sa case à partir de laquelle il commandait le combat ; il y a réuni tous ses proches y compris les membres de sa famille et s'y est fait sauter. Le régime colonial était tel que on ne pouvait pas être africain, être honnête, sérieux et ne pas le combattre, d'une manière ou d'une autre. C'est la raison pour laquelle très jeune, je me suis révolté contre le système qui dominait mon pays et qui exploitait la paysannerie. A l'époque, on envoyait des paysans cultiver l'arachide au Sénégal comme on envoyait des jeunes qui étaient recrutés de force travailler sur des chantiers pour construire des ouvrages comme le barrage de Markala. Dans un village proche d'ici, Baguinéda, a été érigée après l'indépendance la première usine de transformation des produits agricoles. Cette usine a été dirigée par un Monsieur, Robert Béart, français d'origine qui s'est naturalisé malien à force de côtoyer la lutte du peuple africain. Dans son discours inaugural, il a dénoncé justement les massacres qui ont été opérés par la soldatesque coloniale ici, de Bamako jusqu'à Baguinéda, pour creuser ce canal. Ce qui n'était à l'époque, en 1927, qu'un exercice de recherche en temps réel

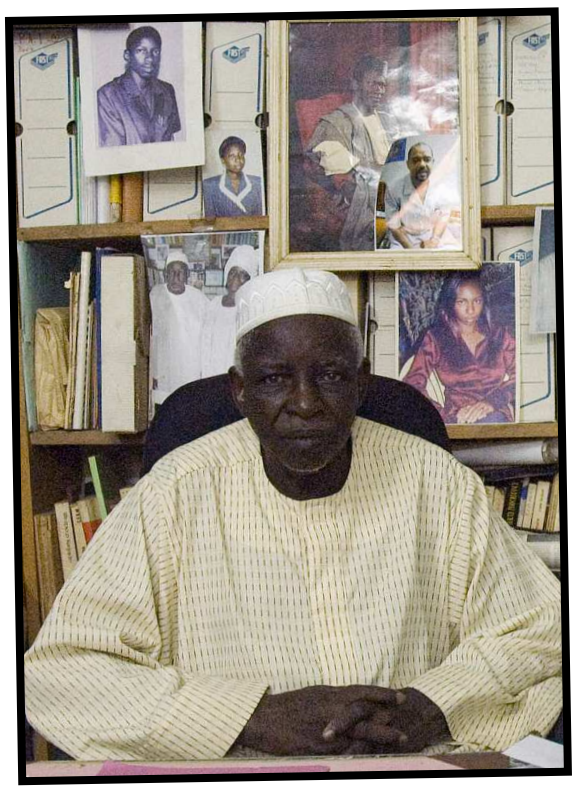


Photo : hsissou

sur une maquette de terrain pour savoir si le barrage de Markala était réalisable. Pour les recherches et la réalisation d'une maquette à dimension réelle, on a massacré des centaines et des centaines de personnes. Le canal est creusé maintenant, ce sont des cadavres qui jonchent cet ouvrage.

On a célébré le Centenaire du Palais de koulouba, où pendant une semaine les descendants des différents gouverneurs français qui y ont séjournés ont été mis à l'honneur. Ne pensez-vous pas que de telles commémorations peuvent êtres interprétées comme une victoire de la loi du 23 février 2005 concernant le "rôle positif de la colonisation" ?

AST: Nous qui avons subi la colonisation, d'abord la conquête puis l'occupation, l'exploitation, l'oppression et toutes les formes de domination les plus inacceptables, nous pensons que ce qu'il y a de positif là-dedans, c'est notre combat qui a finit par la victoire et la récupération de notre dignité, de l'indépendance et le démarrage du développement national sous toutes ses formes. Le palais de Koulouba, c'est le symbole de la domination. Mais les peuples sont invincibles. Des armées peuvent être battues, des générations peuvent être battues, des individus peuvent être battus mais pas les peuples. Donc la tentative française de réhabiliter le colonialisme est une injure aux peuples. C'est une négation de la justesse de leurs combats, une négation du fait que ces peuples-là, en entrant à l'ONU et en érigeant leurs drapeaux, en adoptant leurs constitutions, ont réellement rétablis ce qu'ils devaient être dans l'humanité. Alors rappeler les phases de dominations et les glorifier me semble être une activité classique de révisionnisme, de régression. Ce n'est pas un progrès et la France de 1789 n'a aucune gloire à animer un tel débat, parce que ce débat là jure avec tous les principes de liberté, de démocratie qui pourtant s'attachent un peu à la lutte du peuple français. Il semble qu'à certains moments, pas seulement chez nous, les peuples ont les dirigeants qu'ils ne méritent pas.

Aujourd'hui dans le contexte du néo-colonialisme, comment voyez-vous tous ces mouvements de luttes parties prenantes des Forums Sociaux, comme on en retrouve également au Mali.

AST : Je pense que dans la réalité, l'Occident s'est ligué pour transformer ses différentes défaites en victoires. Les peuples ont accédés à la souveraineté nationale. Drapeaux, hymne national, constitution, gouvernements nationaux, sont apparus comme les fruits des victoires de leurs combats. Et ça, c'est le formel. Dans le réel, l'Occident s'est arrangé pour récupérer d'une autre manière ses positions. L'essentiel étant le pillage des richesses économiques, la domination politique, sociale et culturelle des peuples, la marchandisation de l'activité humaine pour le ravitaillement des institutions bancaires, financières et autres. Et ça, non seulement ça n'a pas changé mais c'est plus terrible aujourd'hui que sous le régime colonial. Prenons le phénomène de la pêche: l'Occident allait pêcher en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, mais c'était sous le régime colonial une pêche à la ligne. Maintenant, c'est une pêche au chalut. C'est autrement plus industrialisé, ce qui fait que le pillage est plus systématique. C'est qu'il ose se présenter sous le visage de la vérité, de la justice, de la démocratie. C'est à dire sous une apparence doublement mensongère. Mensonge dans le verbe, mensonge dans l'action.
Personnellement, j'ai une petite réserve par rapport à ce vocable d'altermondialisme, je ne le comprends pas, peut être est-ce dû à mon parcours. Je comprends mieux les vocables francs, clairs et nets : anti-impérialisme, anti-néocolonialisme. Anti et non pas alter. Parce qu'en réalité, il n'y a pas trois solutions, il y en a deux. Ou on est d'un côté ou on est contre eux, mais pas dans un ailleurs, qui n'est ni contre eux ni de leur côté…

Comment voyez-vous l'avenir ?

AST: Je suis convaincu d'une chose et je l'ai déjà dit : les peuples sont invincibles. Ils triompheront toujours quels que soient les moyens par lesquels on passe et quelles que soient les victoires provisoires que les exploiteurs et les dominateurs vont obtenir. Ce sont des victoires provisoires, des victoires aléatoires. ■

Propos recueillis par Hsissou
et Aliou à Bamako le 29 mai 2006